

# LA FORCE DE LA PAIX



JOURNÉE INTERNATIONALE  
DES CASQUES BLEUS

Avançons sur la route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

## CÔTE D'IVOIRE



ONUCI

Avançons sur La route de la paix

### Éditorial

L'Organisation des Nations Unies, dont le but ultime est de contribuer à l'instauration d'un monde de paix et de justice, s'évertue depuis près de 60 ans à déployer des casques bleus partout où la paix et la sécurité internationales sont menacées. Elle s'appuie sur la solidarité internationale des pays contributeurs de troupes pour conduire les différentes missions de maintien de la paix dans le monde.

Les opérations de maintien de la paix sont une des activités de l'Organisation des Nations Unies les plus médiatisées et les plus controversées. Elles n'en sont pas moins une activité essentielle de l'ONU, qui mobilise plus de 72.000 personnes en uniforme et 15.000 civils à travers les 18 missions réparties à travers le monde. L'Afrique abrite 78% des effectifs des opérations de maintien de la paix.

La mission de maintien de la paix est délicate pour ces hommes et ces femmes qui, loin de leur pays et de leurs familles, doivent intervenir, parfois au péril de leur vie, entre des belligérants armés. Ainsi, en 2005, 125 soldats de 46 pays sont morts dans l'exercice de leur mission. On déplore déjà 32 morts parmi les Soldats de la paix en 2006.

La passion qui caractérise les situations locales des pays en crise rend les interventions délicates

et les missions complexes. Les troupes de l'ONU ne font pas la guerre mais doivent souvent faire face à des parties qui, elles, veulent les entraîner dans des affrontements. Elles doivent maîtriser les forces adverses en évitant l'usage de la force militaire. Cette gageure représente les servitudes et la grandeur de leur mission.

Unis sous la bannière bleue des Nations Unies, des citoyens de plusieurs nations du monde mettent ensemble leurs forces pour donner à leurs frères et sœurs d'autres pays la quiétude nécessaire à leur épanouissement. C'est en effet toute une philosophie de l'action qui doit conduire à la paix.

Ces femmes et ces hommes qui sont prêts au sacrifice suprême pour sauver leur semblable garantissent la paix ; contre vents et marées, ils se dévouent pour un idéal : un monde de paix et de justice.

La tâche est difficile voire délicate. Néanmoins, lorsque des hommes et des femmes retrouvent la paix et la joie de vivre comme au Mozambique, au Liberia, en Sierra Leone ou ailleurs en Europe centrale, en Asie, au Moyen-Orient et bientôt en Côte d'Ivoire on l'espère, les sacrifices et les souffrances peuvent valoir à ceux qui les auront consentis la satisfaction morale d'avoir tendu la main de la fraternité à ceux qui en avaient besoin.

L'ONUCI est une des 18 missions de paix qui évoluent dans des conditions d'adversité et d'incompréhension inhérentes à toutes les situations de conflits dans le monde. Elle s'inscrit dans le même idéal philosophique que toutes les missions de paix de l'ONU : Être au service des peuples, de la liberté et des droits humains. ■

ÉCOUTEZ ONUCI-FM, LA RADIO  
DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

“ LA FRÉQUENCE DE LA PAIX ”

ABIDJAN 96.0 MHz, YAMOOUSSOUKRO 94.4 MHz, BOUAKE 95.3 MHz, DALOA 91.4 MHz, KORHOGO 95.3 MHz, ODIENNÉ 95.3 MHz, MAN 95.3 MHz, SAN PEDRO 106.3 MHz, DAOUKRO 94.7 MHz, BOUNA 102.8 MHz



Arrivée des personnalités © UN / ONUCI

## L'ONU CI commémore la journée internationale des casques bleus

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) a commémoré la Journée internationale des casques bleus le 29 mai 2006 à son siège de Sebroukro, inauguré par la même occasion. Parmi les invités figuraient le Président Laurent Gbagbo, le Premier ministre Charles Konan Banny, des ministres, les présidents des organes institués, les représentants du corps diplomatique et les membres d'organisations non gouvernementales.

La cérémonie d'inauguration a commencé par des bénédictions des chefs traditionnels de la commune qui abrite le siège de l'ONU CI, Attécoubé. Ceux-ci, à travers des rites de purification et des exhortations à l'espérance, ont prié pour que les efforts conjoints de l'ONU CI et des Ivoiriens aboutissent très rapidement à la paix.

Après une présentation d'armes et la levée des couleurs ivoiriennes et onusiennes, le Président

Gbagbo a coupé le ruban symbolique avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général (RSSG) des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Pierre Schori. Puis les invités, précédés de MM. Schori et Gbagbo, ont visité une exposition sur les différentes sections de l'ONU CI et leur travail. La commémoration s'est poursuivie avec les allocutions du Président Gbagbo et du RSSG.

### DISSIPER DES RUMEURS SUR SA PRÉTENDUE OPPOSITION À L'ONU CI

Le Chef de l'État ivoirien a expliqué sa présence par son désir de dissiper toutes les rumeurs sur sa prétendue opposition à la mission onusienne déployée dans son pays. Il a ajouté que la crise ivoirienne était une petite crise ayant souffert d'un diagnostic erroné et d'un mauvais mode de règlement. Il a salué la contribution de l'ONU CI à la recherche de la paix et réaffirmé sa volonté d'aller aux élections dans les délais prescrits.

M. Schori a rendu hommage aux casques bleus venus de 54 pays pour aider la Côte d'Ivoire à sortir de ses difficultés actuelles. Il a salué l'esprit de sacrifice et d'abnégation de ces femmes et de ces hommes au service de la paix. Il a rappelé que ceux-ci s'engageaient pour la paix, en Côte d'Ivoire comme à travers le monde, avec dévouement, courage et détermination, et au péril de leur vie, sans jamais faillir à leur mission.

Le Représentant Spécial a expliqué que la présence onusienne en Côte d'Ivoire n'était motivée que par la recherche de l'instauration de la paix. Il a également rappelé que la journée, instaurée par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en décembre 2002, consacrait le début de la première opération de maintien de la paix, le 29 mai 1948.

### BUFFET INTERCULTUREL

Les activités de la journée ont été également marquées par un cocktail, puis un buffet interculturel qui a donné aux membres de la mission l'occasion de déguster des plats du Bangladesh, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Guyana, du Niger, du Nigeria, du Sénégal et du Tchad. L'encadrement musical de la journée a été assuré par ONU CI-FM ainsi que l'orchestre du contingent bangladais, dont le répertoire inclut des chansons en baoulé et d'autres langues ivoiriennes.

Une table ronde sur les enseignements à tirer des missions de maintien de la paix dans d'autres pays a clôturé les activités de la journée. ■

# Échange d'expériences dans le maintien de la paix

**B**ien que les processus de paix varient selon leur contexte, il est possible, d'après quelques membres de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de tirer des enseignements utiles d'un pays à l'autre. Ils ont partagé leurs expériences antérieures avec leurs collègues lors d'une table ronde organisée le 29 mai 2006 au siège de l'ONUCI pour marquer la Journée internationale des casques bleus.

**P**armi ces panélistes figuraient M. Abou Moussa, Représentant Spécial adjoint principal du Secrétaire Général pour la Côte d'Ivoire, et les chefs d'unités Françoise Simard (État de droit), Simon Munzu (Droits de l'Homme) et Jean-Luc Stalon (Désarmement, Démobilisation et Réinsertion). Le chef de la Division de l'Assistance électorale, Ahmedou El Becaye Seck, et le Conseiller politique principal du Représentant Spécial, Modem Lawson-Betum, faisaient aussi partie du panel.

## COEXISTENCE ENTRE LA FORCE ONUSIENNE ET UNE FORCE NATIONALE ÉTRANGÈRE

M. Lawson-Betum, qui a travaillé dans l'ancienne mission de la paix en Sierra Leone, a noté que diverses leçons restaient à tirer de l'expérience de ce pays où ont coexisté une force nationale étrangère et une force onusienne.

Première leçon : une fois déployée dans un théâtre de maintien de la paix, une force nationale étrangère constitue un facteur de stabilisation à la fois sécuritaire et

stratégique. Ainsi, en Sierra Leone, les troupes britanniques ont apporté l'élément dissuasif essentiel à l'avancement du processus de paix.

Deuxième point intéressant : par sa présence en Sierra Leone, le Royaume-Uni a concouru à la mise en place d'un Groupe de Contact international qui a servi de vecteur pour mobiliser le soutien politique, financier et logistique de la communauté internationale en faveur de la Sierra Leone.

En outre, le Royaume-Uni y a servi d'avant-garde, un peu comme la France aujourd'hui en Côte d'Ivoire, dans les travaux de préparation, les négociations et adoptions des résolutions sur la crise sierra-léonaise.

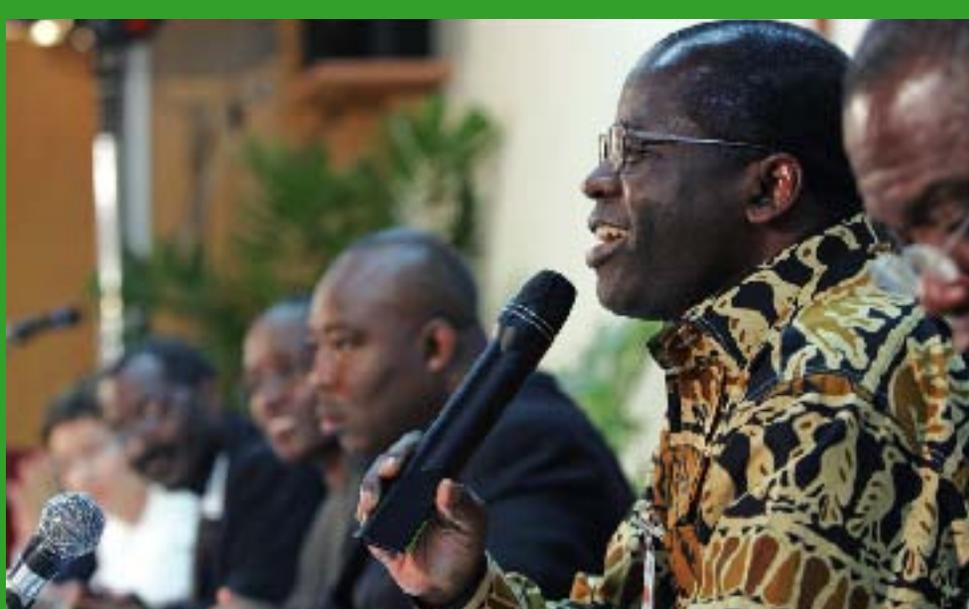
Autre facteur signalé par M. Lawson-Betum : le rôle joué par le Royaume-Uni dans la consolidation de la paix en aidant le gouvernement à former une armée et une police professionnelles et républicaines.

La population a accueilli la force britannique à bras ouverts. Cependant, dans de tels cas, le risque est grand de voir se développer un syndrome de dépendance vis-à-vis du pays pourvoyeur de ladite force, a fait remarquer M. Lawson-Betum.

## L'IMPORTANT DU DDR ET DE L'ÉTAT DE DROIT

Une des leçons qui ressortent tant des expériences passées que des situations actuelles, c'est l'importance du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) dans les processus de paix. A ce sujet, M. Stalon a noté l'existence de quatre cas de figure selon que l'État est plus ou moins fort. Les processus de désarmement, a-t-il souligné, connaissent alors des adaptations en fonction des situations. ■

*(Suite à la page 9)*



Les panélistes échantent leurs expériences dans le maintien de la paix © UN / ONUCI

## Deux forces, un but : la paix



Les deux forces (La Force Licorne et les Casques bleus) œuvrent ensemble © UN / ONUCI

Deux forces militaires œuvrent ensemble pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire : la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUOI) et la Force Licorne.

La Force de l'ONUOI a été déployée le 4 avril 2004, conformément à la Résolution 1528 du Conseil de sécurité. Son déploiement a été décidé par le Conseil suite à une demande exprimée par le Président de la Côte d'Ivoire, qui souhaitait le soutien de la communauté internationale à la mise en œuvre par le Gouvernement de Réconciliation nationale de l'Accord de Linas-Marcoussis conclu en janvier 2003 par les parties ivoiriennes.

La Force Licorne est le nom donné aux troupes affectées par le gouvernement français, dès septembre 2001, et à la demande du gouvernement ivoirien, à la surveillance du cessez-le-feu entre les parties belligérantes. Ces troupes se trouvaient déjà basées en Côte

d'Ivoire sur la base d'accords de défense bilatéraux.

A la suite du déploiement des troupes françaises, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a elle aussi envoyé une force d'interposition, la MICECI. En avril 2004, celle-ci a été absorbée par l'ONUOI.

Les forces impartiales se chargent de diverses missions fixées par le Conseil de sécurité, dont celles de faire respecter le cessez-le-feu, d'appuyer la mise en œuvre du processus de paix, d'aider le gouvernement ivoirien dans le processus de désarmement-démobilisation-réinsertion, de protéger le personnel des Nations Unies, les institutions et les civils, et d'assurer le contrôle de l'embargo sur l'armement.

La Licorne fonctionne aussi, en cas de besoin, comme une force de réaction rapide en soutien à la Force onusienne. Elle est composée d'environ 4.000 personnes.

La Force de l'ONUOI est composée d'environ 7.000 militaires en provenance de plus de 40 pays : le Bangladesh, le Bénin, la Bolivie, le Brésil, la Chine, la Croatie, l'Équateur, El Salvador, la Fédération de Russie, la France, la Gambie, le Ghana, le Guatemala, la Guinée, l'Inde, l'Irlande, la Jordanie, le Kenya, le Maroc, la Namibie, le Népal, le Niger, le Nigeria, l'Ouganda, le Pakistan, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la Pologne, la République de Moldavie, la République dominicaine, la Roumanie, le Sénégal, la Serbie-Monténégro, le Sri Lanka, le Tchad, le Togo, la Tunisie, l'Uruguay, le Yémen et la Zambie. Un accroissement de l'effectif de l'ONUOI de 1.500 militaires et policiers a été approuvé par le Conseil de sécurité au mois de juin 2006. ■



Une patrouille de casques bleus © UN / ONUCI



Portrait du Gal Ferdinand Amoussou © UN / ONUCI

## Interview avec Fernand Amoussou, commandant en chef des Forces de l'ONUCI

**D**ans une interview avec la Division de l'information publique de l'ONUCI, le commandant en chef par intérim des Forces de l'ONUCI, le Général Fernand Amoussou, explique le mandat et les activités de la Force, ainsi que d'autres aspects de sa mission, dont la coopération entre les forces impartiales. Ci-dessous des extraits de l'interview :

**ONUCI-PIO :** Quel est le mandat de la Force de l'ONUCI ?

**Le Gal AMOUSSOU :** Je voudrais rappeler que le déploiement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a été décidé par le Conseil de sécurité aux termes de sa résolution 1528, suite à une demande exprimée par le Président de la République de Côte d'Ivoire. Il s'agissait d'accompagner la mise en œuvre par le Gouvernement de Réconciliation nationale de l'accord de paix de Linas-Marcoussis. A cet égard, et aux termes de cette résolution, la Force de

l'ONUCI a pour missions essentielles d'observer et de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu signé entre les parties belligérantes en 2003 ainsi que la déclaration conjointe de fin de guerre qui a résulté de l'Accord de Pretoria. Il s'agit aussi de prévenir la reprise de la belligérance entre les parties par notre présence constante dans la Zone de confiance, de surveiller les frontières pour éviter les mouvements de groupes armés ou d'armes, et de contribuer à renforcer la confiance entre les parties belligérantes.

Une autre mission définie par le Conseil de sécurité consiste à appuyer et assister le Gouvernement de Réconciliation nationale dans les opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration des ex-combattants ainsi que le démantèlement et le désarmement des milices et groupes armés irréguliers.

De même, la Force a pour mission de protéger le personnel, les installations de l'ONU en Côte d'Ivoire, de mettre en œuvre les mesures d'embargo sur les armes et d'assister le Gouvernement de Réconciliation nationale dans le redéploiement de l'administration. Et, enfin, d'apporter sa contribution en matière sécuritaire à toute opération d'assistance humanitaire et à l'organisation des élections.

**ONUCI-PIO :** A côté de celle de l'ONUCI, il existe une autre force ici en Côte d'Ivoire, la Licorne. Pouvez-vous nous faire un peu le point de la collaboration entre les deux forces ?

**Le Gal AMOUSSOU :** La Force française Licorne déployée en Côte d'Ivoire l'est au titre de la même résolution 1528 qui a créé l'ONUCI, ainsi que les résolutions suivantes qui l'ont complétée, modifiée et renforcée. Et à cet égard, la Force Licorne a sensiblement les mêmes missions que l'ONUCI, et particulièrement, celle de soutenir, sur la demande de cette dernière, la Force de l'ONUCI. C'est en cela que la Force Licorne constitue une force de réaction rapide au profit de l'ONUCI et, en temps normal, elle

effectue les mêmes missions que l'ONUCI. Ce sont des forces complémentaires, qui agissent sur le terrain de façon complémentaire, de façon concertée, afin que la synergie de leurs actions puisse renforcer encore davantage la sécurité sur l'ensemble du territoire ivoirien.

**ONUCI-PIO :** On prétend parfois que les forces impartiales sont inutiles. On le dit surtout par rapport au désarmement. Quelle est votre réaction à ce genre de critique ?

**Le Gal AMOUSSOU :** J'estime que la soif de paix des populations ivoiriennes explique dans un certain sens cette appréciation de l'action de la Force mais en réalité, l'incompréhension ou l'ignorance du mandat de la Force laissent croire qu'elle est chargée de désarmer une des parties belligérantes. Non, la Force est là pour prévenir et empêcher la reprise de la belligérance et créer les conditions d'un règlement politique de la crise ivoirienne. Les Nations Unies n'interviennent pas pour combattre une des parties belligérantes.

[...] La présence de la Force continue de garantir les conditions de discussions aujourd'hui.[...] Je rappelle que la sécurité des membres du gouvernement ivoirien et des signataires des accords de Marcoussis est assurée par la Force, et c'est grâce à cette sécurité qu'ils peuvent aller et venir librement sur l'ensemble du territoire ivoirien porter le message de la paix et aider au redéploiement de l'administration ; par conséquent, l'action de la Force s'exerce dans bien des domaines. Et je voudrais saluer l'action quotidienne de nos soldats qui, de jour et de nuit, dans des conditions difficiles loin de leur pays, exercent avec abnégation, dévouement et foi leur mission sur le terrain.

**ONUCI-PIO :** Janvier a été un mois d'épreuves pour l'ONUCI. Quelles leçons a-t-on pu en tirer ?

**Le Gal AMOUSSOU :** Les événements

de janvier sont regrettables, douloureux et même, à certains égards, incompréhensibles. Évidemment, il est difficile de comprendre que la communauté internationale, l'ONU, qui est présente en Côte d'Ivoire pour aider au retour de la paix, voie ses installations et son personnel pris pour cibles alors que l'ONUCI n'est pas partie prenante de la crise ivoirienne. Je ne souhaiterais pas revenir sur tout ce qui s'est passé. Il suffit que toutes les parties prenantes de la crise ivoirienne, conformément aux accords signés entre le gouvernement

ivoirien et l'ONU, évitent de briser les règles du jeu et contribuent à faciliter à leur tour le travail de tous les personnels de l'ONUCI.

Dans tous les cas, la Force de l'ONU ici est déployée sous le Chapitre VII. Elle espère que, grâce à la compréhension des uns et des autres, les événements tragiques, les événements douloureux de janvier ne se répéteront plus.

Ceci étant, au niveau de la Force elle-même, nous avons tiré des enseignements d'ordre opérationnel, des

enseignements également en termes d'une meilleure sécurité de nos installations, de nos personnels, qu'il ne conviendrait évidemment pas de rappeler ici.

Je voudrais aussi ajouter qu'une autre leçon en a été tirée, celle de créer en permanence une atmosphère de confiance, de compréhension mutuelles entre nos unités sur le terrain et les populations afin qu'elles sachent les raisons réelles de notre présence et résister, dans certains cas, à la manipulation. ■

## Départ du Général Elrick IRASTORZA, commandant de la Force Licorne

**D**ans une interview avec l'ONUCI-FM quelques jours avant la fin de sa mission en tant que commandant en chef de la Force Licorne, le Général Elrick Irastorza a parlé de divers aspects du maintien de la paix en Côte d'Ivoire, dont la relation entre les forces im-partiales. Ci-dessous des extraits de l'interview :

ONUCI-FM : Avez-vous le sentiment, mon général, ou la conviction, en quittant ce pays dans quelques jours, que la mission assignée à la Licorne, controversée au départ, a fini par être comprise des populations et de certains acteurs politiques ?

LE Gal IRASTORZA : Vous savez, cette mission, je l'ai toujours résumée en cinq verbes, comme les cinq doigts de la main, indissociables, facilement compréhensibles par nos soldats, je pense aussi par tous nos interlocuteurs : aider, soutenir, sécuriser, surveiller, respecter. Aider, c'est le terme générique ; c'est aider ce pays que

nous aimons et avec lequel nous avons des liens anciens à sortir de la situation dans laquelle il se trouve par l'intermédiaire d'élections libres, transparentes, ouvertes à tous, crédibles.

Voilà ! Ça, c'est le chapeau général.

Ensuite, les déclinaisons que l'on peut faire de cette intention générale, c'est les trois autres verbes : soutenir l'ONUCI dans sa mission, qui correspond à l'article 12 de la résolution 1609, qui fonde la légitimité de notre présence en Côte d'Ivoire ; c'est ensuite sécuriser les zones où nous sommes déployés pour faire en sorte que la vie soit moins difficile, que le calme règne, en particulier en Zone de confiance, ce qui n'est pas facile tous les jours. Ensuite, c'est surveiller les conditions d'application des différents accords signés, en particulier de l'embargo.

Et puis le dernier verbe, auquel je tiens beaucoup, c'est respecter nos lois, respecter nos règlements, respecter les protagonistes de cette crise, qu'ils soient au Nord, qu'ils soient au Sud, respecter nos frères d'armes de l'ONUCI bien évidemment.[...]

ONUCI-FM : Une mission d'interposition entre deux belligérants avec quelquefois des susceptibilités à gérer, non ?

LE Gal IRASTORZA : Oui, je crois que c'est vraiment le point clef de de



Portrait du Gal Elrick Irastorza © UN / ONUCI

cette affaire. Bien souvent on dit : "Mais finalement, la situation est très calme en Côte d'Ivoire, pourquoi y a-t-il tant de militaires ?" Bon, et vous retournez l'affaire. Je crois que la situation est probablement très calme en Côte d'Ivoire aussi parce qu'il y a des forces qui sont déployées pour assurer le calme et permettre aux politiques de trouver les solutions qui vont permettre de sortir le pays de la crise. Je crois que c'est ça le fondamental.

Mais vous avez raison. C'est peut-être la première satisfaction qu'on pourrait tirer de ce séjour de douze mois, parce qu'il faut positiver les choses : en douze mois, il n'y a pas eu

Mais vous avez raison. C'est peut-être la première satisfaction qu'on pourrait tirer de ce séjour de douze mois, parce qu'il faut positiver les choses : en douze mois, il n'y a pas eu de reprise de la belligérance entre le Nord et le Sud, et ça c'est fondamental. [...]

**ONU CI-FM : Officiellement, mon général, la Licorne prête main forte aux casques bleus. Or, on dit qu'elle prend ses ordres de l'Elysée. Alors, les forces françaises, sont-elles ou pas sous commandement onusien ?**

**LE Gal IRASTORZA :** Il faut être très clair. J'ai travaillé main dans la main avec le Général Fall, et actuellement avec le Général Amoussou. Nous travaillons vraiment conjointement dans un excellent état d'esprit. Il n'y a pas de projets ou de manœuvres occultes, etc. Nous travaillons dans le cadre d'une résolution. Nous avons une mission commune. Nous sommes en soutien de l'ONU CI.

Je crois que les événements de janvier l'ont montré, que ce soit ici à Seboko puisque nous sommes intervenus en soutien de l'ONU CI au moment où la situation était un peu compliquée ou à Daka, où nous étions co-localisés avec les forces de l'ONU CI, et là aussi nous avons fait en sorte que les choses ne dégèrent pas.

Et dans l'Ouest, nous avons pesé de tout notre poids pour que, là aussi, les choses ne dégèrent pas et qu'on n'ajoute pas plus de sang à celui qui avait été déjà versé en cet endroit-là à ce moment-là.

**ONU CI-FM : A votre avis, mon général, quelles sont les principales réalisations de la Licorne qu'on pourrait également mettre à votre actif ?**

**LE Gal IRASTORZA :** Je crois que la première chose à mettre à notre actif c'est d'un : il n'y a pas eu de reprise de une relative sécurité, voire une sécurité totale pour les populations. Je sais, il y a des événements parfois difficiles, en particulier dans l'Ouest. Nous y sommes très présents. Nous y sommes déployés jour et nuit avec nos camarades de l'ONU CI [...]. Je crois que nous avons fait en sorte que la sécurité règne à peu près partout où nous sommes déployés. En complément de tout cela, nous menons un certain nombre d'actions au profit de la population mais sur ce champ-là, si vous voulez, nous sommes complémentaires des humanitaires. [...]

**ONU CI-FM : La Licorne s'implique de plus en plus dans des actions humanitaires ?**

**LE Gal IRASTORZA :** Non, pas de plus en plus. Nous le faisons depuis toujours sur tous les théâtres où nous sommes déployés parce que nous en avons les moyens. [...]

Au cours des douze derniers mois, sur l'ensemble de nos hôpitaux et nos postes de secours d'unités de combat, on a soigné 52.000 personnes, et sur

nos hôpitaux on a opéré - des opérations parfois lourdes - 1.500 personnes dans des conditions d'intervention d'un bloc opératoire d'un hôpital moderne. [...]

**ONU CI-FM : L'opération Licorne revient cher au contribuable français. Est-ce qu'elle constitue un succès pour l'armée française ?**

**LE Gal IRASTORZA :** Le succès, s'il advenait, ne serait pas le succès de l'armée française. Ce serait le succès de la Côte d'Ivoire. Si dans quelques mois, ce pays sort de la crise, ce sera le succès de la Côte d'Ivoire, ce sera le succès de la communauté internationale, et nous serons quelque part heureux d'avoir pu participer à ce dénouement-là.

Actuellement, il serait présomptueux de notre part de dire que l'opération Licorne est un succès. Ce sera un succès lorsque l'affaire sera terminée. Et nous, nous appelons de nos vœux le dénouement de cette crise.

Le Gal LECERF a succédé au Gal IRASTORZA comme commandant en chef de la Force Licorne au mois de juin 2006.



The graphic features the United Nations logo on the left and a sample Ivorian identification card on the right. The card is titled 'Identification' and 'REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE'. It includes a photo of a man, a signature, and various fields for personal information. Below the card, there is a green banner with white text that reads 'Avançons sur La route de la paix'. At the bottom right, the text 'CÔTE D'IVOIRE' is displayed in a stylized font.



Exemple de désarmement des soldats burundais sous le regard vigilant des Casques bleus © UN / ONUCI

*(Suite de la page 4)*

Au fil des années, l'expérience a aussi montré la nécessité de veiller à l'instauration ou à la restauration de l'État de droit comme moyen d'éliminer les causes premières des conflits. L'implication des Nations Unies dans le rétablissement de l'État de droit partout où elles participent au maintien de la paix peut ainsi prendre diverses formes, a observé Mme Françoise Simard.

Au Kosovo et en Timor-Leste par exemple, l'ONU avait une responsabilité directe dans l'administration du système judiciaire, de la police et des prisons, ce qui n'est pas le cas dans d'autres missions. Comme au Kosovo, l'ONU a joué un rôle primordial dans la réhabilitation du système judiciaire et de l'administration pénitentiaire au Rwanda, selon M. Simon Munzu.

Après le génocide, la mission onusienne a participé, entre autres, à la transformation de la branche armée du Front patriotique rwandais en une armée professionnelle, à la sécurisation des frontières contre l'infiltration par

les éléments des ex-Forces armées rwandaises et les interahamwés, à la sécurisation des camps des personnes déplacées internes et au transport des réfugiés et des personnes déplacées ayant opté de retourner chez eux.

#### LA PROMOTION DU GENRE

Au Burundi, où M. Seck a servi, l'ONU a déployé un effort sans précédent de promotion du genre dans le processus électoral de sortie de crise.

L'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB), qui prenait le relais d'une mission émanant de l'Union africaine, a aidé ce pays à trouver une solution pacifique à son conflit et à régler le problème de la transition et de l'alternance en y organisant les élections, a noté M. Seck.

Les Nations Unies y ont en outre joué un rôle très important dans la mobilisation des ressources, soit un peu plus de 21 millions de dollars, qui ont permis l'organisation des élections au Burundi.

Dans le même temps, l'ONUB a

aidé le gouvernement burundais à se doter d'un Code électoral.

Elle a également soutenu la Commission nationale électorale indépendante sur le plan technique et logistique.

#### LA ROUTE DE LA PAIX EXIGE DE LA PERSÉVÉRANCE

Au Liberia, 18.000 officiers ont été formés sous l'égide de l'ONU et de nombreux projets ont été mis en place pour le redéploiement de l'administration, selon M. Abou Moussa, qui a été Représentant Spécial adjoint du Secrétaire Général pour ce pays pendant deux ans.

Le déploiement de 15.000 troupes des Nations Unies a permis le retour de 314.000 déplacés internes et 200.000 réfugiés, l'organisation des élections et le désarmement de 103.000 personnes, a-t-il expliqué.

Cependant, l'on doit toujours garder à l'esprit que l'ONU ne propose jamais de solution magique : la coopération des parties concernées est essentielle pour la réussite des opérations de maintien de la paix, a-t-il ajouté.

Au Liberia, les parties ont conclu 14 accords avant d'arriver à la paix, a rappelé M. Abou Moussa, tout en soulignant l'importance du respect par les belligérants des accords qu'ils signent.

La route de la paix est pénible, a-t-il conclu, mais il y faut de la persévérance. ■



DDR



Avançons sur  
La route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

## Actions humanitaires du GIACM de la Force Licorne

**C**ontingent de l'armée française en Côte d'Ivoire, la Force Licorne ne se limite pas à faire des patrouilles, à sécuriser diverses parties du pays, et à soutenir l'Opération des Nations Unies dans le pays à réaliser son mandat.

Son Groupement Interarmées d'actions civilo-militaires (GIACM), composé de 19 soldats travaillant dans quatre équipes basées à Abidjan, Bouaké, Man et Yamoussoukro, a pour mandat de réaliser des projets dans la santé, dans l'éducation et dans d'autres domaines humanitaires.

En 2005, le GIACM a réalisé 108 projets dans plusieurs parties du pays. Début juin 2006, les quatre unités ACM avaient déjà terminé 104 projets et s'attelaient à compléter 32 autres. Parmi leurs réalisations, elles comptent la réparation de 63 pompes à eau, la réno-

vation de deux centres de santé et la distribution de 4.000 kits d'apprentissage de la lecture. Le GIACM a aussi acheté et distribué des meubles pour les écoles, réhabilité des centres sportifs, culturels, sociaux et agricoles, et rénové des dizaines de salles de classe dans 30 écoles.

Le 30 mai 2006, une délégation de l'armée française, dirigée par le Lieutenant-Colonel Aldo Barnaba et son adjoint, Christian Robert, a assisté à l'inauguration de trois salles de classe de l'école primaire de Belleville-Nord, à Bouaké, que les militaires français avaient réhabilitées.

Le maire de Bouaké, M. Ibrahim Fanny, le directeur régional de l'Éducation, l'inspecteur des écoles primaires, des dizaines d'instituteurs et des centaines d'élèves étaient présents à la cérémonie. Selon le Lieutenant-Colonel

Barnaba, la première fois qu'il avait vu les salles de classes au mois de mars, tous leurs murs étaient dégradés. Il n'y avait ni toit, ni portes ni fenêtres. Il s'agissait, pour son unité, de créer des salles de classe susceptibles d'offrir aux élèves un environnement sécurisé dans lequel ils pourraient apprendre et étudier, a-t-il précisé.

Le travail a commencé au mois d'avril. Trois mois plus tard, les salles de classe réhabilitées, d'une capacité de 600 élèves, paraissent toutes neuves. Les murs ont été réparés et repeints.

Un nouveau toit a été posé. Les nouvelles portes viennent de recevoir un coup de peinture et les tableaux noirs attendent les élèves et leurs enseignants. Le projet a coûté 5,7 millions de francs CFA, environ 11.500 dollars américains.

M. Diaby Mamadou Lamine, le représentant du ministère de l'Éducation publique, qui a organisé la cérémonie, a remercié l'armée française au nom de son ministère, des étudiants et des instituteurs. Le maire de Bouaké a dit qu'il s'efforcera de développer la bibliothèque de l'école et de trouver des meubles pour les autres salles de classe.

Le Lieutenant-Colonel Barnaba était évidemment content de pouvoir aider les enfants de Bouaké et fier des réalisations des 19 hommes et femmes qui travaillent sur les projets humanitaires. Rien qu'à Bouaké, ils ont réalisé 22 projets avant le mois de juin, a-t-il fait remarquer à la fin de l'inauguration. ■

# Une journée de Coupe du Monde avec le bataillon bangladais de Zuénoula



Les soldats bangladais en symbiose avec la population autour de la coupe © UN / ONUCI

Une équipe de la Division de l'Information publique de l'ONU, en mission dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, a passé la journée du 9 juin avec le bataillon bangladais de Zuénoula. Journée intéressante, qui a commencé par une patrouille de cinq heures pour se clôturer par la diffusion sur grand écran, grâce à l'ONU, du premier match des Éléphants à la Coupe du Monde.

Samedi 9 juin 2006, à 6 heures du matin, nous quittons le camp du bataillon bangladais (BanBatt-I) de Zuénoula pour accompagner, cinq heures durant, une patrouille qui doit nous conduire dans la Zone de confiance et la partie sud de la zone Forces Nouvelles (FN). La fraîcheur du matin et la luminosité d'un soleil déjà haut dans le ciel donnent à ce déplacement un caractère tonique.

Le samedi est jour de marché hebdomadaire à Zuénoula, rien d'étonnant donc à cette procession que nous rencontrons sur la route : des hommes à vélo et, surtout, des femmes portant sur leur tête des fardeaux de bois mort ou d'ignames. Le spectacle de ces lourdes charges est impressionnant.

Quelques-uns y ajoutent en outre une touche épique en portant un enfant sur le dos. Ceci n'enlève pourtant rien à la gaieté lisible sur leur visage, voire leur enthousiasme à vaquer ainsi sans entraves à leur quotidien. Moins de deux mois auparavant, nombre de villageois se plaignaient de ne pouvoir se déplacer tranquillement vers la ville pour écouler leurs produits. La réduction des " check-points ", le début des pré-regroupements des ex-combattants et peut-être l'espoir que fonde l'ouverture des audiences foraines détendent l'atmosphère. La présence rassurante des patrouilles matin et soir vient consolider la confiance qui renaît dans cette partie du pays.

### Une hostilité qui se mue en accueil

Arrivée dans la localité de Badiefla, la patrouille voit un attroupement et s'arrête pour s'enquérir de ce qui se passe. Il s'agit de préparatifs pour des funérailles. La curieuse hostilité d'un des membres de la famille endeuillée disparaît lorsque la patrouille explique qu'elle est venue tout simplement présenter ses condoléances. On est accueillis plutôt amicalement, la

famille reçoit nos condoléances, puis l'assistance expose ses problèmes d'eau, la pompe étant en panne.

Arrivés au village de Kounahari, en zone FN, nous faisons un stop dans le centre de santé, en bon état, apparemment nettoyé et bien entretenu. Le commandant du secteur, le sergent Doumbia, et quelques-uns de ses hommes viennent saluer le colonel commandant le BanBatt-I et sa patrouille.

La conversation est détendue. Il répond à nos questions et parle de ses perspectives d'avenir après la démobilisation. Cet ancien de l'armée régulière, spécialiste de l'entretien automobile, voudrait reprendre service dans l'armée. Ici, comme partout ailleurs, on remarque que le vert et l'orange dominant dans les couleurs des habits. Chacun pense à la sortie espérée victorieuse des Éléphants contre l'Argentine dans quelques heures.

### Un avant-goût d'adieu

Le sous-préfet reçoit le Colonel Hakim et ses hommes, dont nous faisons partie. Le déjeuner est convivial, il se passe au domicile du secrétaire général de la sous-préfecture. Le préfet de Zuénoula, M. Fofana, nommé directeur de Cabinet adjoint au ministère de l'Intérieur, est venu d'Abidjan pour y assister. La cérémonie, quoique de caractère informel, permet des échanges simples et émouvants entre les autorités locales qui, au nom des populations, félicitent le Colonel Hakim et ses hommes pour le travail accompli avec professionnalisme et humanisme tout au long de l'année qu'il a passée avec eux.

Le Colonel Hakim, dont la mission en Côte d'Ivoire arrive à son terme, dit qu'il quitte le siège du conducteur en laissant le volant entre des mains sûres, celles du Colonel Mahfuz, qu'il



Prospérité



Avançons sur  
La route de la paix



CÔTE D'IVOIRE

connaît bien pour l'avoir eu sous ses ordres sur plusieurs théâtres d'opération. Il est sûr, affirme-t-il, que son successeur fera encore mieux que lui. Ce dernier promet qu'il assurera le relais de sorte que lui aussi soit invité par les autorités au moment de son départ car il sait que, pour mériter une telle fête, il faut bien travailler dans l'intérêt des populations et en bonne entente avec les autorités locales.

Diffusion du match des Éléphants sur grand écran par l'ONUCI

L'après-midi, l'agenda des 16 millions d'Ivoiriens est le même : suivre le

match entre les Éléphants et l'Argentine. L'ONUCI s'y implique à fond. Nous projetons le match sur écran géant au Lycée moderne de Zuénoula et dans l'enceinte du camp. Les autorités de la ville y assistent dans le camp ; quant à l'enceinte du lycée, elle abrite une ambiance de stade avec une salle archicomble : plus de 300 personnes assises et le reste debout. Un jeu de pronostics durant la mi-temps permet d'en récompenser quelques-unes. Le BanBatt-I promet aux habitants de Zuénoula d'assurer la diffusion publique de tous les matchs de la Côte d'Ivoire. L'ONUCI a fourni un service similaire dans d'autres villes ivoiriennes. ■

## L'ONUCI fournit de l'eau aux populations de Bouaké

Pendant un mois, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), en collaboration avec des agences et institutions humanitaires, est venue en aide aux populations de Bouaké affectées par une pénurie d'eau.

Le manque d'eau a été occasionné par une panne de moteur survenue dans la principale station de pompage en eau potable de la ville. Des réunions entre l'ONUCI, les agences humanitaires des Nations Unies et le Comité international de la Croix-Rouge ont conduit à des opérations conjointes de fourniture d'eau.

Le bataillon pakistanais et la section Engineering de l'ONUCI furent chargés de convoyer, sur une distance d'environ 110 kilomètres, de l'eau à partir de la capitale politique, Yamoussoukro, à Bouaké. Ce ravitaillement était destiné aux agences, aux organisations non gouvernementales, aux hôpitaux, à une pouponnière, à la prison civile, à l'école des forces armées, au collège, au personnel national et international de l'ONUCI, ainsi qu'aux familles qui sollicitaient les services de la mission lors des cérémonies sociales, notamment les funérailles. Une autre partie était stockée au siège de l'ONUCI à Bouaké.

Ce sont au total plus de 50.000 litres que l'ONUCI a distribués dans la première journée du 6 mai 2006, soit 20.000 litres par le bataillon pakistanais, et 30.000 litres par la section Engineering. Celle-ci a dû augmenter sa capacité à 40.000 litres quotidiens du 7 mai au 5 juin, date de rétablissement de la fourniture d'eau aux foyers par la Société d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI). ■



Le bataillon pakistanais en train de livrer de l'eau à Bouaké © UN / ONUCI